

PRÉSIDENTENCE
Le président de la République reçoit le président de la Douma de la Fédération de Russie

P 16

PRODUCTION DE CANALISATIONS

Retour prometteur

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, effectuée hier, le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, s'est rendu à l'usine de production de tuyaux géants, classée comme la plus grande en Algérie et en Afrique. Le ministre a noté que l'usine dispose d'équipements avancés et de technologies de pointe. L'usine, qui était sous la protection de la justice, avait cessé ses activités depuis 2019. P 3



SONATRACH

Le groupe renforce son engagement climatique avec une nouvelle Stratégie

Le P-DG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a signé la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach, lors d'une cérémonie organisée à cet effet, hier lundi au siège de la direction générale de l'entreprise, sous la supervision du ministre de l'Énergie et des Mines, M. Mohamed Arkab.

P 3

MOHAMED ARKAB

«Renforcer la résilience de notre secteur énergétique»



Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Mohammed Arkab, a affirmé hier matin que la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach «permettra de relever les engagements de Sonatrach pour lutter contre le changement climatique, en adéquation avec les engagements internationaux de l'Algérie».

P 5

COOPÉRATION ALGÉRO-ÉGYPTIENNE

Tenue de la Grande commission mixte avant la fin de l'année

Le Premier ministre Nadir Larbaoui s'est entretenu avec son homologue égyptien Mostafa Madbouli à Accra, la capitale ghanéenne.

La rencontre a eu lieu en marge de la participation du Premier ministre, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la 6e Réunion semestrielle de l'Union africaine (UA),

P 4

ALI AOUN

«Mostaganem sera un pôle industriel» P 3

BANQUE NATIONALE DE L'HABITAT

Les modalités de financement des programmes publics de logement fixées P 4

PREMIER SEMESTRE 2024

L'Algérie, troisième plus grand exportateur de GNL au monde P 5

BÉJAIA
Un incendie détruit des zones agricoles d'Ouzellaguene

Diverses équipes d'intervention de la protection civile et des agents de la municipalité d'Ouzellaguene, ainsi que des citoyens, ont travaillé pour éteindre un incendie, qui s'est déclaré dans des broussailles et s'est propagé avec la vitesse des vents aux villages voisins. Selon la protection civile, le risque d'incendie a été écarté des maisons, mais les flammes ont causé des dommages aux zones agricoles, notamment les oliveraies. Des témoins oculaires ont rapporté que les vents ont dirigé le feu vers la commune de Bouzguene dans la wilaya de Tizi Ouzou. Les zones affectées sont Thikrine, Bou Issi, Izemmourene, Sidi Younès, Fernane et Thala Hammad. La protection civile a également confirmé que l'incendie a été complètement maîtrisé. Un convoi de personnel de la protection civile avait été mobilisé, accompagné de citoyens volontaires, en cas d'urgence.

**CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUS-MARIN RELIANT L'ALGÉRIE À L'EUROPE
Sonelgaz et Sonatrach s'associent à des partenaires internationaux**

Les deux groupes publics Sonatrach et Sonelgaz signeront, prochainement, avec des partenaires internationaux, un accord portant réalisation d'un câble électrique sous-marin qui permettra l'exportation de l'électricité vers le continent européen, a indiqué, dimanche à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, cité par l'APS. S'exprimant à la presse en marge de sa visite au siège de l'Opérateur du système électrique (OSE) relevant de Sonelgaz, le ministre a indiqué que «Sonatrach et Sonelgaz prévoient la signature de contrats portant réalisation d'un câble électrique sous-marin reliant l'Algérie et l'Europe, lequel permettra à l'Algérie l'exportation de l'électricité conventionnelle produite à partir du gaz naturel ou encore celle produite grâce aux énergies alternatives et renouvelables». Mettant en avant l'importance de ce projet «historique pour l'Algérie», M. Arkab a souligné que «les préparatifs sont en cours pour la signature de ces contrats dans l'ambition d'entamer la réalisation dudit câble».

LIGNE FERROVIAIRE OUEST RELIANT BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Le projet avance à un rythme accéléré

Le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Azzedine Fridi, a confirmé que les travaux du projet de ligne ferroviaire ouest, reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet, avancent à un rythme accéléré et être livré dans les délais impartis, selon les recommandations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Ce responsable a expliqué dans une déclaration à la télévision algérienne que cet important projet stratégique contribuera au développement de l'économie nationale, affirmant : « Nous sommes déterminés à réaliser le projet dans les délais impartis, et tout le monde est mobilisé pour relever ce défi malgré les fortes pressions des températures qui dépassent le seuil des 50 degrés. L'intervenant a ajouté que ce projet vise à transporter 50 millions de tonnes de pé-

trole brut de Gara Djebilet vers Bechar et d'autres régions pour le raffiner et en extraire d'autres matériaux, qui seront transportés vers le nord du pays pour être ensuite dirigés vers l'exportation, indiquant dans le communiqué. C'est dans ce même contexte que cette ligne brise l'isolement des zones qu'elle traverse notamment Tindouf, Béchar et Beni Abbes. Dans le même contexte, le directeur général a souligné que le projet crée des emplois pour les habitants traversés par la

ligne, puisque 5.000 emplois directs et indirects sont actuellement occupés, expliquant que la ligne ferroviaire, qui s'étend sur une distance de 950 km, a été lancée à toutes ses étapes. Il convient de noter que la mine de Gara Djebilet est considérée comme l'une des plus grandes mines de minerai de fer au monde et qu'elle générera des revenus pour le trésor public dépassant les 3 milliards de dollars.

OLYMPIADES DE MATHÉMATIQUES

Abdelali Derrache reçoit la médaille d'Or

Le prodige algérien de mathématiques, Chamseddine Abdelali Derrache, a reçu dimanche la médaille d'Or des 65e Olympiades internationales de mathématiques qui se sont déroulées du 11 au 22 juillet 2024 dans la ville de Bath (Angleterre). Le lauréat algérien a reçu sa distinction lors de la cérémonie officielle de clôture des Olympiades à laquelle a assisté l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nouredine Yazid, qui l'a, à son tour, félicité et lui a réitéré les félicitations et les encouragements des plus hautes autorités du pays, rapporte l'APS. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pour rappel, félicité, samedi, le jeune Chamseddine Abdelali Derrache ainsi que ses parents pour «l'im-



mense et historique honneur offert à la patrie». Avec cette médaille d'Or, Cham-

seddine Abdelali Derrache, qui s'est distingué parmi 609 concurrents représentant 108 pays,

améliore, ainsi, sa performance par rapport à l'édition 2023 qui s'est tenue à Chiba au Japon, où il avait obtenu la médaille de Bronze. Les autres membres de l'équipe algérienne aux Olympiades de Bath, à savoir Ahmed Adnane Meddah, Abdelilah Hammadi, Mohamed Ikbal Tebib et Raouf Ould Ali n'ont point démerité, puisqu'ils ont tous les quatre arrachés la «mention honorable». Les leaders de l'équipe algérienne, Abdallah Rahmani et Hacene Belbachir, n'ont pas caché leur satisfaction pour la prestation générale de la sélection durant cette 23ème participation aux Olympiades internationales de mathématiques, et dont la première participation de l'Algérie à cette compétition de haut niveau remonte à 1977.

ACTION CLIMATIQUE

Sonatrach s'engage à planter 420 millions d'arbres au cours des 10 prochaines années

Le Président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a annoncé que la compagnie qu'il dirige « s'appuie sur une nouvelle stratégie de plantation de 420 millions d'arbres au cours des 10 prochaines années ». L'entreprise s'engage à « améliorer la transparence avec divers partenaires sur les actions menées dans le domaine du climat et veille à réduire notre empreinte

carbone ». Dans son propos M. Hachichi indique que les défis actuels posés par le changement climatique « ont obligé la communauté internationale à agir pour en contrer les effets négatifs ». Il souligne que l'Algérie « a plaidé dans divers forums internationaux pour lutter contre le réchauffement climatique ». Aussi, M. Hachichi a affirmé que Sonatrach « contribue au développement et à

la réduction considérable des quantités de gaz torchés ». La compagnie nationale des hydrocarbures multiplie également les efforts pour « équilibrer les émissions de gaz à effet de serre ». Aussi, M. Hachichi a tenu à souligner que Sonatrach « leader dans le secteur des hydrocarbures qui cherche à donner l'exemple dans ce domaine climatique ».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION DE CANALISATIONS

Retour prometteur

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, effectuée hier, le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, s'est rendu à l'usine de production de tuyaux géants, classée comme la plus grande en Algérie et en Afrique. Le ministre a noté que l'usine dispose d'équipements avancés et de technologies de pointe. L'usine, qui était sous la protection de la justice, avait cessé ses activités depuis 2019. Dans une première phase, 100 travailleurs ont été rappelés, et ce nombre augmentera progressivement pour atteindre 360 travailleurs au pic de l'activité. Le ministre a confirmé que l'usine commencera la production en août 2024, avec la possibilité d'exporter vers l'étranger.

Par R N

En parallèle, Ali Aoun a annoncé la récupération d'environ 15 usines dans le cadre du programme de récupération des fonds détournés et le lancement de leur réactivation et de leur remise en exploitation. Accompagné du ministre des Transports, Mohamed Habib Zahana, lors de la remise d'une unité industrielle à la Société Nationale des Travaux Publics dans la zone d'activités de la commune de Fernaka, à l'ouest de la wilaya de Mostaganem, Aoun a précisé que "ces mesures s'inscrivent dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a promis de récupérer tous les fonds détournés par de pseudo-investisseurs". À ce propos, il a déclaré : "L'État a récupéré environ 15 usines que nous réorientons vers les entreprises qui les exploiteront", ajoutant que "ces milliards détournés

étaient peut-être attendus sous forme d'argent liquide par les citoyens". Après avoir visité l'unité industrielle, Aoun a donné une série de directives visant à adopter un nouveau mode de gestion et à s'ouvrir sur l'environnement économique. Il a également ordonné le lancement d'un nouveau processus de recrutement et la livraison des premières commandes fin août prochain. Le ministre a souligné que cette usine "fournira, dès la reprise de ses activités, des matériaux et des tuyaux pour les entreprises ayant actuellement des programmes de fourniture d'eau potable dans certaines régions, notamment pour les transferts, et sera un soutien pour Cosider et d'autres entreprises du secteur hydraulique". À cette occasion, cette unité industrielle, qui était restée abandonnée et fermée depuis l'arrêt de ses activités et le licenciement de ses travailleurs en 2019, a été re-

mise par les services des biens de l'État à la Société Nationale des Travaux Publics. Pour relancer l'activité industrielle dans les plus brefs délais, cette société a signé deux conventions avec la Société Nationale de Distribution de Matériaux de Construction et l'Office National d'Irrigation et de Drainage concernant l'approvisionnement en matériaux et l'acquisition de produits. Cette unité industrielle, spécialisée dans la production de gros tuyaux avec des technologies modernes et avancées, s'étend sur une superficie de 12 hectares et, à pleine capacité et après la reprise complète de son activité, pourrait fournir 360 emplois, selon les explications fournies. La Société Nationale des Travaux Publics a commencé à occuper les lieux et à rappeler les anciens travailleurs pour reprendre leurs activités dès la semaine dernière, avec une première phase de rappel de 100 travailleurs, comme précisé.

ALI AOUN

«Mostaganem sera un pôle industriel»

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique Ali Aoun et le ministre des Transports ont inspecté les travaux d'aménagement de la zone industrielle Bordja 01 et 02 dans la commune d'El-Hassyan dans la wilaya de Mostaganem. Lors de la visite, toutes les données et indicateurs ont été

présentés concernant cette zone industrielle, sur laquelle compte la wilaya de Mostaganem pour promouvoir les investissements. Elle dispose de 465 assiettes foncières, dont 423 en exploitation, 25 espaces d'exposition, 9 espaces verts, 5 étages destinés à la construction d'équipements publics et 3 hangars pour voi-

tures et camions, qui peuvent créer plus de 12 800 emplois permanents dans le futur. Selon les informations fournies, le taux d'avancement des travaux des routes, de l'assainissement, de l'eau et de la fibre optique atteint actuellement 99% dans les zones industrielles des tours 01 et 02, dans le but d'offrir un climat propice

aux investisseurs. La Tour 02, qui contient 427 assiettes foncières d'investissement, qui constituent la partie principale du parc industriel de la tour, qui a une superficie totale de 671 hectares et peut créer 40 000 emplois à moyen terme.

SONATRACH

Le groupe renforce son engagement climatique avec une nouvelle stratégie

Le P-DG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a signé la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach, lors d'une cérémonie organisée à cet effet, hier lundi au siège de la direction générale de l'entreprise, sous la supervision du ministre de l'Énergie et des Mines, M. Mohamed Arkab. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de la ministre de l'Environnement et des Énergies Renouvelables, Mme Fawzia Dahleb, ainsi que des présidents de l'Agence de Régulation des Hydrocarbures et de l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures, et des hauts responsables des différentes institutions concernées par la question climatique, en plus des cadres dirigeants du groupe Sonatrach.

La nouvelle stratégie climatique de Sonatrach s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement durable et de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques à laquelle l'Algérie adhère. À cet égard, la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach repose sur plusieurs axes tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de l'intégration des énergies renouvelables ainsi que le développement de solutions de capture de carbone naturelles et technologiques. Elle vise également à atteindre un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur absorption par les puits de carbone au cours de la seconde moitié du siècle. Depuis plusieurs années, Sonatrach

s'est engagée activement dans la protection de l'environnement et le développement durable. Cet engagement se traduit par plusieurs initiatives et projets concrets visant à minimiser l'impact environnemental de ses activités. Sonatrach a mis en place des programmes de réduction des émissions de gaz torchés et a investi dans des technologies propres pour améliorer l'efficacité énergétique de ses installations. De plus, Sonatrach a participé à des projets de reboisement et de restauration des écosystèmes, contribuant ainsi à l'absorption du carbone atmosphérique. L'entreprise a également lancé des partenariats avec des institutions de recherche pour développer des solutions innovantes dans le do-

main de la gestion des déchets et du recyclage. En tant que locomotive de l'économie nationale et acteur principal dans le domaine de l'énergie, la signature de cette stratégie par Sonatrach reflète sa prise de conscience de la responsabilité qui lui incombe de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de contribuer à l'atténuation des changements climatiques, tout en témoignant de son engagement à protéger l'environnement. En poursuivant ces efforts, Sonatrach réaffirme son rôle de leader dans la transition énergétique de l'Algérie et son engagement à construire un avenir plus durable pour les générations futures.

M.A

COOPÉRATION

Le Président ghanéen «prêt» pour une visite en Algérie

Le président du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a affiché sa « pleine disposition à effectuer une visite en Algérie octobre prochain ». C'est ce qui ressort du communiqué des services du Premier ministre relatant la rencontre, dimanche à Accra, du Premier ministre Nadir Larbaoui avec le président de la République du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, en marge de la 6e réunion entre l'Union africaine, les Communautés économiques régionales (CER) et les mécanismes régionaux. A l'occasion, « le Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a chargé Nadir Larbaoui de transmettre ses salutations fraternelles au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tout en soulignant sa volonté d'œuvrer au renforcement des relations de coopération entre les deux pays ainsi que sa pleine disposition à effectuer une visite en Algérie octobre prochain », est-il mentionné dans le document. Par ailleurs, le Premier ministre s'est entretenu avec le président mauritanien et président en exercice de l'Union africaine, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, auquel il a transmis les salutations du Président Tebboune et fait part de sa volonté de poursuivre l'action commune en faveur de la coopération bilatérale. De son côté, le Président mauritanien a qualifié le Président Tebboune « d'homme exceptionnel », selon la même source.

COOPÉRATION ALGÉRO-ÉGYPTIENNE

Tenue de la Grande commission mixte avant la fin de l'année

Le Premier ministre Nadir Larbaoui s'est entretenu avec son homologue égyptien Mostafa Madbouli à Accra, la capitale ghanéenne. La rencontre a eu lieu en marge de la participation du Premier ministre, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la 6e Réunion semestrielle de l'Union africaine (UA), indique un communiqué des services du Premier ministre.

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a transmis les salutations du président de la République Abdelmadjid Tebboune au président égyptien Abdel Fattah El Sissi.

Au cours de la réunion, les deux parties ont exprimé leur ferme volonté de hisser la coopération bilatérale au niveau des relations historiques entre les deux pays et les deux peuples frères, reflétant ainsi la ferme volonté des dirigeants des deux pays, le président de la République Abdelmadjid

Tebboune et son homologue Abdel Fattah al-Sissi. A cet égard, les deux parties sont convenues « de relancer les mécanismes de coopération bilatérale et d'entamer les préparatifs de la Grande commission mixte ».

Un rendez-vous prévu avant la fin de l'année en cours, à la lumière des axes stratégiques définis par les dirigeants des deux pays lors de la visite du Président Tebboune au Caire en janvier 2022, lit-on dans le communiqué.

Selon la même source, la rencontre a, également, permis, d'afficher « la volonté commune de travailler de concert et d'intensifier la coordination entre les deux parties partant du caractère stratégique des relations afin de relever les défis découlant de la conjoncture régionale et internationale actuelle ».

La rencontre a en outre été « l'occasion de mettre en avant la volonté commune de travailler de concert et d'intensifier la



coordination entre les deux parties, partant du caractère stratégique des relations, en vue de relever les défis découlant de la conjoncture régionale et internationale actuelle ».

Au cours de l'entretien, le Premier ministre égyptien a mis

l'accent sur les liens forts de fraternité entre l'Algérie et l'Égypte et l'importance d'une coordination et d'une coopération étroite entre l'Égypte et l'Algérie pour faire face aux défis communs, ajoutant qu'il se réjouit de recevoir bientôt le

Premier ministre Nadir Larbaoui en visite officielle en Égypte pour examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines.

BANQUE NATIONALE DE L'HABITAT

Les modalités de financement des programmes publics de logement fixées

Les modalités de mise à disposition de la Banque nationale de l'habitat (BNH) du financement relatif aux programmes de Logements publics locaux (LPL), des voiries et réseaux divers (VRD) et des aides de l'Etat pour l'accès aux logements, ainsi que les modalités de sa rémunération, ont été fixées par un arrêté interministériel publié dans le Journal officiel (JO) N° 47.

Il s'agit de l'arrêté interministériel signé par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et le ministre des Finances, le 3 juin dernier.

Selon ce nouveau texte, les crédits budgétaires notifiés par le ministère des Finances sont mis à la disposition de BNH par le ministère de l'Habitat sur la base d'opérations inscrites au titre d'un exercice budgétaire, matérialisées par des « décisions d'inscription » identifiant le maître d'ouvrage délégué désigné et des données du projet, dans le cadre des programmes LPL et de VRD primaires et secondaires.

« Ces opérations font l'objet de convention de financement entre la BNH et les maîtres d'ouvrages délégués désignés pour leur prise en charge », rajoute la

même source.

La rémunération de la BNH, en contrepartie de la gestion financière des programmes LPL et des VRD primaires et secondaires, est fixée à 1 % du montant des paiements opérés qu'elle facture trimestriellement au ministère de l'Habitat. S'agissant des programmes d'aide pour l'accès au logement au titre des dépenses de transfert, les crédits budgétaires notifiés par le ministère des Finances sont mis à la disposition de la BNH par le ministère de l'Habitat sur la base de la répartition physique et financière du montant retenu par nature d'aides.

Le transfert des crédits à la BNH s'effectue en quatre tranches de 25 % chacune, après accord des services du ministère des Finances sur un rapport justifiant l'état d'exécution de la dotation des crédits allouée de chaque trimestre.

La rémunération due au titre de la gestion financière des aides destinées aux programmes de logements, est fixée à 1 % appliqué sur les décaissements opérés, que la BNH facture trimestriellement au ministère de l'Habitat.

La BNH est rémunérée sur facture de

chaque prestation fournie, après « service fait » visé par les services du ministère de l'Habitat.

Ainsi, les dispositions de l'arrêté interministériel du 14 janvier 2016 définissant les modalités de mise à disposition de la

Caisse nationale du logement (CNL) du financement relatif aux programmes de logements publics et des voiries et réseaux divers primaires et secondaires, sont abrogées.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا
	Tomate	68	80	56	الطماطم
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف
	Ail sec	324	387	261	الثوم الجاف
	Carotte	77	92	61	الجزر
	Navet	183	199	166	لفت
	Poivron	99	111	87	الفلفل الأخضر
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	93	103	82	الخس
Fruits frais	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي
	Datte	555	690	420	التمر
	Melon	113	125	101	البطيخ الاصفر
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الاحمر
	Banane	323	338	308	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

MOHAMED ARKAB

«Renforcer la résilience de notre secteur énergétique»

Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Mohammed Arkab, a affirmé hier matin que la nouvelle stratégie climatique de Sonatrach «permettra de relever les engagements de Sonatrach pour lutter contre le changement climatique, en adéquation avec les engagements internationaux de l'Algérie».

Une stratégie qui «donnera également plus de clarté aux différentes actions que l'entreprise a menées depuis des années dans ce domaine». Dans son intervention, M. Arkab indique que le monde d'aujourd'hui est «caractérisé par une complexité et une interdépendance croissantes. Les crises successives ont eu un impact durable sur nos économies et nos écosystèmes». Dans ce registre, le ministre indique que «nous assistons aujourd'hui à des transformations radicales, rapides et volatiles qui façonnent des économies plus dynamiques, innovantes et créatives». Enchaînant, M. Arkab précise que «notre pays ne peut rester en marge de cette dynamique mondiale, il est donc essentiel de faire face à ces défis». Aussi, M. Arkab a relever la nécessité de «renforcer la résilience de notre secteur énergétique et de trouver des moyens plus durables pour le développer». Enchaînant, le ministre précise que l'Algérie «a développé une stratégie et une vision visant à préserver ses capacités et engagements à long terme, avec une transition en cours». Pour le ministre, les risques associés au changement climatique d'aujourd'hui «présentent des défis importants qui façonnent l'avenir de l'industrie énergétique mondiale». L'Algérie, fait savoir M. Arkab, «s'est fortement engagée à renforcer sa position de fournisseur fiable d'énergie sur la scène internationale. Le gaz naturel demeure une énergie essentielle pour la transformation énergétique mondiale en tant qu'élément clé de cette stratégie». Par ail-



leurs, M. Arkab indique que l'Algérie «est également riche en ressources solaires et s'engage pleinement dans le développement des énergies renouvelables afin d'atteindre une part significative de la production nationale d'électricité». Rappelant les initiatives pour atteindre 15 GW d'énergie renouvelable d'ici 2035, le ministre indique que ces quantités «permettront au pays d'allier production

d'énergie traditionnelle et développement des énergies renouvelables», mais aussi de «s'attaquer aux défis environnementaux tout en assurant sa sécurité énergétique à long terme». Cette démarche «ambitieuse et responsable contribue à faire de l'Algérie un pôle actif et engagé dans le processus de transformation énergétique de la région».

PREMIER SEMESTRE 2024

L'Algérie, troisième plus grand exportateur de GNL au monde

Au cours du premier semestre de l'année en cours 2024, l'Algérie a occupé la troisième place, derrière les Etats-Unis d'Amérique et la Russie, en matière d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Compte tenu de la grande fiabilité dont jouit le groupe «Sonatrach» auprès de ses clients internationaux et mondiaux en général, il a pu augmenter ses exportations de ce produit vers la rive nord de la Méditerranée de 8,4% au cours du premier semestre de cette année, contre environ 5,57 millions de tonnes au cours de la même période en 2023. Ce qui signifie que l'Europe a acquis plus de 95% des expéditions de gaz liquéfié algérien à l'étranger, soit 6,25 millions de tonnes. La Turquie et la France étant en première ligne des pays importateurs, avec respectivement 2,17 millions de tonnes et 1,56 millions de tonnes directes. L'Algérie a pu dépasser ainsi l'Etat du Qatar, qui figure parmi les plus grands exportateurs de gaz liquéfié au monde, puisque la part de Doha sur le marché européen a atteint le niveau de 5,58 millions de tonnes, occupant la quatrième place mondiale, avec un écart de 0,5 millions de tonnes, selon les données de la plateforme «Énergie»

ELECTRICITÉ

La demande mondiale devrait augmenter d'environ 4 % en 2024

La demande mondiale d'électricité devrait augmenter d'environ 4 % en 2024, contre 2,5 % en 2023, soit le taux de croissance annuel le plus élevé depuis 2007, hors rebonds exceptionnels post-crise financière mondiale et pandémie de COVID-19, selon un nouveau rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La demande mondiale d'électricité augmente à un rythme inédit depuis des années, portée par une croissance économique robuste, des vagues de chaleur intenses et l'adoption croissante de technologies électriques telles que les véhicules électriques (VE) et les pompes à chaleur, fait remarquer l'AIE

dans sa mise à jour semestrielle sur l'électricité. Parallèlement, les énergies renouvelables continuent leur ascension rapide, l'énergie solaire photovoltaïque étant en passe d'établir de nouveaux records. Le rapport prévoit que cette forte augmentation de la consommation mondiale d'électricité se poursuivra jusqu'en 2025, avec une nouvelle croissance de l'ordre de 4 %. Les sources d'électricité renouvelables devraient également se développer rapidement cette année et l'année prochaine, leur part dans l'approvisionnement mondial devant passer de 30 % en 2023 à 35 % en 2025.

La production d'électricité renouvelable en 2025 devrait dépasser pour la première fois celle produite par le charbon. L'énergie solaire photovoltaïque devrait à elle seule répondre à environ la moitié de la croissance de la demande mondiale d'électricité en 2024 et 2025, l'énergie solaire et l'énergie éolienne combinées pouvant répondre aux trois quarts de cette croissance, fait remarquer la même source. Malgré la forte augmentation des énergies renouvelables, la production mondiale d'électricité à partir de charbon ne devrait pas diminuer cette année en raison de la forte croissance de la demande, notamment en Chine et en

Inde, précise-t-on. En conséquence, les émissions de dioxyde de carbone (CO2) du secteur mondial de l'électricité atteignent un plateau, avec une légère augmentation en 2024 suivie d'une baisse en 2025. Toutefois, des incertitudes subsistent : la production hydroélectrique chinoise s'est fortement redressée au premier semestre 2024 par rapport à son niveau bas de 2023. Si cette tendance se poursuit, elle pourrait freiner la production d'électricité à partir du charbon et entraîner une légère baisse des émissions mondiales du secteur en 2024, estiment les auteurs du rapport.

BLIDA

Plus de 8.300 emplois créés durant le premier semestre 2024

Au total, 8.311 postes d'emploi ont été créés à Blida durant le premier semestre de l'année 2024, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction locale de l'emploi. Le nombre des nouveaux postes d'emplois depuis janvier 2024 est en hausse comparativement à ceux créés durant la même période de l'année dernière ayant vu la création de 6.352 emplois, soit une différence de 1959 postes d'emplois, a indiqué le directeur de l'emploi, Salah Sakri. Selon M. Sakri, cette augmentation, ayant contribué à la réduction du taux de chômage à Blida, s'explique par l'entrée en activité d'un nombre considérable d'entreprises économiques bénéficiaires d'autorisations d'exploitation exceptionnelles. Il a, à ce titre, fait cas de l'octroi de plus de 160 autorisations d'exploitation par la commission de wilaya en charge de la levée des obstacles sur les projets d'investissement en suspens ou achevés, soulignant la poursuite de cette opération jusqu'à la régularisation de la situation de la totalité des investissements concernés. Le directeur de l'emploi de Blida a, également, fait part de l'intégration professionnelle de 2.438 jeunes (des deux sexes) parmi les bénéficiaires de l'allocation chômage dans des postes permanents, entre mars 2022 et juin 2024, dont 950 intégrés durant le premier semestre 2024.

TÉBESSA/FORMATION PROFESSIONNELLE

Vers la réalisation d'un Institut national spécialisé à El Ouenza

Les travaux de réalisation d'un Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) seront prochainement lancés dans la commune d'El Ouenza (60 km au Nord de Tébessa), a déclaré dimanche le directeur du secteur, Lazhar Boudraa. "Cette future infrastructure aura une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques avec un internat de 200 lits pour les jeunes stagiaires des localités du Nord de la wilaya", a-t-il indiqué. Cet INSFP proposera diverses spécialités de formation, a précisé le même responsable, soulignant que son secteur œuvre constamment à offrir des formations adaptées aux spécificités de la wilaya et aux besoins du marché local de l'emploi. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Tébessa compte 24 établissements de formation dont 4 INSFP, 19 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), 1 Institut d'enseignement professionnel (IEP), en plus de 5 écoles privées, a ajouté la même source.

MÉDÉA

Rythme «appréciable» des travaux de dédoublement du tronçon de la RN127

Les travaux de dédoublement d'un tronçon de la route nationale (RN) 127 qui fait la jonction entre la wilaya de Tissemsilt et les localités du sud de Médéa connaissent un rythme d'exécution "appréciable", a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur des travaux publics.

Entamés en janvier de l'année en cours, les travaux en question affichent un taux d'avancement estimé à 15 %, a indiqué le DTP de Médéa, Mohamed Hellal, précisant que le projet consiste en la modernisation d'un tronçon de 73 km assurant un accès rapide entre la RN14 traversant la commune frontalière de "Laayoune", dans la wilaya de Tissemsilt, à l'autoroute nord-sud, via les localités d'Aziz-Oum-Djellil et Ksar-El-Boukhari relevant de la wilaya de Médéa. "Le projet revêt une grande importance pour l'essor socio-économique des localités desservies et vise également à renforcer le

réseau routier national et de garantir un maillage total entre les différentes régions du pays contribuant, ainsi, au développement des échanges commerciaux", a-t-il dit. La modernisation de ce tronçon routier permettra une meilleure connectivité entre les localités le long de cette route, outre sa contribution à fluidifier le trafic automobile qui auront un accès rapide vers l'autoroute nord-sud, à la faveur de l'échangeur prévu au niveau de la localité de Ksar-El-Boukhari, a expliqué encore M. Hellal. Selon ce responsable, la priorité est donnée actuellement à la prise en charge de certaines contraintes techniques encore en

suspend, notamment celles relatives au déplacement des réseaux d'AEP, d'électricité et de conduite de gaz situés au niveau de sections de ce tronçon routier afin d'éviter tout impact sur le délai de réalisation du projet.

Des réunions régulières sont organisées avec les entreprises en charge de l'exécution de ce projet, en l'occurrence, l'entreprise Cosider, l'entreprise de génie urbain de la ville d'Alger (Eguva), l'algérienne des autoroutes (ADA) et les directions techniques de wilaya pour la levée de ces contraintes et pour faire avancer le projet, a-t-il souligné.

MASCARA

Une production de 116.000 quintaux de céréales attendue

La wilaya de Mascara prévoit la réalisation, lors de la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, une production de 116.000 quintaux de différentes variétés de céréales, a-t-on appris, dimanche, du directeur des Services Agricoles (DSA), Mohamed Amine Djebiri. La production céréalière connaîtra une légère hausse par rapport à la saison écoulée, durant laquelle la wilaya de Mascara avait réalisé une production de plus de 100.000

quintaux, et ce en raison de l'augmentation des superficies irriguées réservées à la céréaliculture, qui approche les 12.880 hectares, a-t-il indiqué. Le même responsable a déclaré que la superficie des céréales au cours de la campagne de moisson-battage de la campagne agricole en cours est la même que la superficie irriguée estimée à 12.879 hectares, et ce sur 76.625 ha de la superficie totale cultivée, au cours de cette saison, en raison du manque

de précipitations, en particulier pendant la période s'étendant d'octobre de l'année dernière au mois de mars dernier. La quantité attendue, lors de cette campagne de moisson-battage, est estimée à plus de 64.000 quintaux de blé dur, environ 8.300 quintaux de blé tendre, plus de 35.500 quintaux d'orge et plus de 6.700 quintaux d'avoine. Les prévisions des cadres des subdivisions territoriales, relevant de la direction des Services Agricoles,

font état d'un rendement attendu de 9 quintaux à l'hectare lors de la campagne en cours. La DSA et la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya ont pris les dispositions nécessaires pour la réussite de la campagne actuelle de moisson-battage, en mobilisant 16 points de stockage de céréales, 231 moissonneuses-batteuses, 4.462 tracteurs, 3.122 camions pour le transport du produit récolté et autres matériels.

TIZI-OUZOU

Un incendie à Ifigha vite maîtrisé

Un incendie qui s'est déclaré dimanche après-midi dans la commune d'Ifigha, à 38 km à l'est de Tizi-Ouzou, a été vite maîtrisé grâce à la mobilisation de moyens humains et matériels conséquents par la conservation des forêts et la direction de la Protection civile, a-t-on appris, auprès des deux institutions. La conservation des forêts a annoncé qu' aussitôt l'incendie signalé, elle a dépêché sur place les moyens de première intervention avant de les ren-

forcer par ceux de plusieurs brigades forestières, afin de tenter de circonscrire le feu qui était menaçant. La Protection civile a, pour sa part, mobilisé ses unités secondaires des communes proches limitrophes du lieu de l'incendie à savoir, celles de Bouzguene et Azazga, appuyés par les moyens de l'unité principale de Tizi-Ouzou, qui ont été mobilisées pour lutter contre le feu qui s'est déclaré à proximité d'un champ d'oliviers.

En raison de vents forts et de la présence d'herbes sèches conjuguées à de fortes chaleurs, d'autres moyens ont été mobilisés, dont la colonne mobile de la Protection civile et l'avion bombardier d'eau Brieve Be-200. L'intervention prompte de la conservation des forêts, de la Protection civile, de l'armée nationale populaire (ANP), de la commune d'Ifigha et des citoyens a permis de maîtriser rapidement l'incendie, a-t-on appris des mêmes sources.

BÉNI ABBÈS

Projets d'aménagement urbain pour l'amélioration du cadre de vie de la population

Des projets d'aménagement urbain ont été lancés au chef lieu de la wilaya de Béni-Abbès, dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie de la population locale, a-on informé samedi des services de la wilaya. Inscrits au titre du programme de développement communal (PCD), ces projets concernent entre autres la réalisation d'une place publique de détente au niveau du groupement urbain "Hamal Abderrahmane", dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 95 %, en plus de la réali-

sation de nouveaux réseaux d'assainissement à travers les cités "El Qods" et "1.262 logements", at-on expliqué. Il s'agit aussi de l'aménagement de deux (2) cours de création au niveau de deux écoles primaires "Touhami Tayeb" et "Mejrout Ali" en les dotant d'espaces de repos et de jeux pour les élèves dans la perspective de l'amélioration des conditions pédagogiques des écoliers dès la prochaine rentrée scolaire 2024/2025, at-on ajouté. Dans le secteur de la jeunes et des sports, il a été pro-

cédé à l'ouverture aux profits des jeunes et enfants de la wilaya de deux piscines dont une semi-olympique au chef lieu de la wilaya dans le cadre d'un programme sectoriel de dotation des onze (11) collectivités de la wilaya d'une piscine de natation au profit des jeunes et enfants. Il est prévu la réception dans ce secteur d'un stade doté de gazon artificiel au groupement urbain de "Aissat Idir" et ce dans le but du renforcement de la pratique sportive de proximité dans la région, at-on fait savoir.

Le réchauffement climatique est particulièrement meurtrier pour les populations vieillissantes

La hausse des températures mondiales et les vagues de chaleur mettent en danger des millions de personnes âgées, en particulier dans les pays du Sud.

Une vague de chaleur meurtrière s'est abattue sur de vastes régions d'Asie pendant plusieurs semaines en avril et mai 2024. Le 7 mai, en Inde, les températures ont dépassé les 43,3 degrés Celsius. Des politiciens en campagne, des présentateurs de journaux locaux et des électeurs faisant la queue ont souffert de syncopes sous l'effet de la chaleur accablante. De l'extrême nord du Japon à l'extrême sud des Philippines, la chaleur implacable a fait des ravages dans la vie de tous les jours. Au Cambodge, les élèves et les enseignants ont été renvoyés chez eux, car leurs ventilateurs portatifs ne les protégeaient guère de la chaleur et de l'humidité étouffantes qui régnaient dans leurs salles de classe mal ventilées. En Thaïlande, des agriculteurs ont vu leurs récoltes se dessécher et ont déploré la perte de leur bétail qui a péri sous le soleil brûlant. Des centaines de personnes sont mortes à cause de la chaleur. Ces dernières années, la majeure partie de la planète a souffert des effets désastreux de la chaleur extrême. Dans le sud-ouest des États-Unis, à Phoenix, en 2023, une vague de chaleur qui a duré plusieurs semaines a été décrite comme « l'enfer sur terre », alors que les températures atteignaient 43,3 C ou plus pendant 31 jours d'affilée. Au même moment, l'Europe a connu des températures élevées sans précédent causant la mort de centaines de personnes et provoquant des incendies de forêt dévastateurs en Grèce. Quel que soit le lieu ou le moment où une vague de chaleur frappe, une constante s'impose : les personnes les plus âgées sont les plus susceptibles de mourir des suites d'une chaleur extrême, et cette crise va s'aggraver dans les années à venir. Nous étudions le changement climatique et le vieillissement de la population. Nos recherches mettent en évidence deux tendances mondiales qui, conjuguées, laissent présager un avenir sombre.

Davantage de personnes âgées seront exposées au risque de stress thermique

Tout d'abord, les températures sont plus élevées que jamais. La période de neuf ans allant de 2015 à 2023 a connu les températures moyennes les plus élevées depuis le début des relevés mondiaux en 1880. Deuxièmement, la population vieillit partout dans le monde. D'ici à 2050, le nombre de personnes âgées de 60 ans et

plus doublera pour atteindre près de 2,1 milliards, soit 21 % de la population mondiale. Actuellement, ce pourcentage est de 13 %. En raison de la combinaison de ces facteurs, un nombre sans cesse croissant de personnes âgées vulnérables seront exposées à une chaleur qui va en s'intensifiant. Pour comprendre les risques à venir, nous avons élaboré des projections démographiques pour différents groupes d'âge et les avons combinées avec des scénarios de changement climatique pour les décennies à venir. Nos analyses montrent que d'ici 2050, plus de 23 % de la population mondiale âgée de 69 ans et plus vivra dans des régions où les températures maximales dépassent régulièrement 37,5 °C, contre seulement 14 % aujourd'hui. Cela signifie que 250 millions de personnes âgées supplémentaires seront exposées à des températures dangereusement élevées. La cartographie des données montre que la plupart de ces personnes vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire disposant de services insuffisants et d'un accès limité à l'électricité, aux appareils de réfrigération et à l'eau potable. Dans les régions historiquement plus fraîches du Nord de la planète, notamment l'Amérique du Nord et l'Europe, ce sera la hausse des températures qui entraînera principalement l'exposition des personnes âgées à la chaleur. Dans les régions du Sud, historiquement plus chaudes, comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, la croissance démographique et l'augmentation de la longévité signifient qu'un nombre fortement croissant de personnes âgées seront exposées à des risques de plus en plus élevés liés à la chaleur. Les décideurs politiques, les communautés, les familles et les personnes âgées elles-mêmes doivent prendre conscience de ces risques et être préparés compte tenu de la vulnérabilité particulière des personnes âgées à la chaleur.

La chaleur extrême est particulièrement dévastatrice pour les aînés

Les températures élevées sont accablantes pour tout le monde, mais pour les aînés, elles peuvent être mortelles. La chaleur extrême aggrave les problèmes de santé courants liés à l'âge, tels que les maladies cardiaques, pulmonaires et rénales, et peut provoquer des troubles mentaux. Les personnes plus âgées ne transpirent pas autant que les plus jeunes, ce qui fait que leur corps a

plus de mal à se refroidir lorsque les températures grimpent. Ces problèmes sont aggravés par des médicaments prescrits couramment, tels que les anticholinergiques, qui réduisent encore la capacité à transpirer. Passer du temps à l'extérieur par temps chaud et humide peut provoquer une déshydratation, un problème aggravé par les effets secondaires des médicaments prescrits tels que les diurétiques et les bêta-bloquants. Cela peut affaiblir les aînés et provoquer des étourdissements, augmentant ainsi le risque de chutes et de blessures. Ces menaces sont encore plus grandes dans les régions qui n'ont pas accès à une eau potable sûre et abordable. Une mauvaise qualité de l'air complique la respiration, en particulier pour les personnes souffrant déjà de problèmes pulmonaires tels que la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO). Pour ce groupe affecté de problèmes de santé, des températures aussi basses que 26,7 C peuvent représenter un danger important. Et lorsque l'humidité atteint 90 %, même une température de 25,6 °C peut avérer dangereuse. La chaleur nocturne est particulièrement dommageable pour les personnes âgées dont le logement n'est pas climatisé ou qui n'ont pas les moyens de faire fonctionner leur climatiseur pendant de longues périodes. La température idéale pour un sommeil réparateur chez les personnes âgées se situe entre 20 et 25 °C, et la qualité du sommeil diminue à mesure que la température augmente. Une nuit de sommeil agité peut entraîner une dépression et une confusion accrues pendant les heures d'éveil. Les médicaments peuvent également perdre leur efficacité s'ils sont conservés dans des endroits beaucoup plus chauds que 25 °C.

Les personnes âgées peuvent également éprouver des troubles émotionnels pendant les vagues de chaleur écrasante

Être cantonné à l'intérieur lorsque les températures sont insupportables peut les amener à s'ennuyer, à déprimer et à s'isoler. Celles souffrant de déficiences cognitives peuvent sous-estimer les dangers de la chaleur extrême ou ne pas comprendre les alertes canicule. Les personnes dont la mobilité est réduite ou qui n'ont pas accès à des transports ne peuvent pas se rendre aisément dans les centres publics de rafraîchissement – s'il y en a un à proximité – ou trouver un soulagement dans les « zones vertes et bleues » voisines, telles que les parcs et les lacs.

Ces menaces sont particulièrement sérieuses dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, là où les personnes plus âgées sont plus susceptibles de vivre dans des logements insalubres et de ne pas avoir accès à des soins de santé de qualité, ou à des solutions pour se rafraîchir par temps chaud. C'est ce que nous appelons la « précarité systémique liée au refroidissement ».

Que peut-on faire ?

Les décideurs politiques peuvent s'efforcer de réduire les émissions de gaz à effet de serre dues aux combustibles fossiles utilisés par les véhicules, les centrales électriques et les usines, qui sont à l'origine du réchauffement de la planète, et élaborer des plans spécifiques pour protéger les personnes âgées des risques liés à la chaleur. Ces dernières et leurs aidants peuvent également prendre des mesures pour s'adapter. Mais les efforts entrepris doivent tenir compte des spécificités de chaque région et de chaque population. Les municipalités riches peuvent accroître les investissements publics dans les systèmes d'alerte précoce et les services de transport vers les centres climatisés et les hôpitaux. Elles peuvent utiliser des systèmes d'information géographique pour identifier les quartiers à forte concentration de personnes âgées et étendre les réseaux électriques pour gérer la demande croissante de climatisation. Dans les régions où les logements sont insalubres, où l'accès à l'eau potable est limité et où les structures d'accueil publiques telles que les centres climatisés sont rares, des changements beaucoup plus importants sont nécessaires. Améliorer les soins de santé, l'accès à l'eau et au logement et réduire la pollution de l'air pour atténuer les problèmes de santé pendant les vagues de chaleur nécessitent des changements profonds et des investissements que de nombreux pays n'ont pas les moyens d'assumer. L'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation panaméricaine de la santé annoncent que cette décennie sera cruciale en termes de préparation des communautés à la hausse des températures et aux risques liés au vieillissement de la population. Partout dans le monde, les chercheurs, les praticiens et les décideurs politiques pourraient sauver des vies si leur appel était entendu.

Source : Truthout, Deborah Carr, Enrica De Cian, Giacomo Falchetta, Ian Sue Wing
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Lancement d'un projet textile chinois de 70 millions \$ à El Qantara

En Égypte l'industrie du textile et de l'habillement fournit 14 % des recettes d'exportations totales de marchandises. Le gouvernement qui souhaite améliorer davantage les performances de la filière attire les investisseurs étrangers.

En Égypte, Waleid Gamal El-Dien (photo), président de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone), a donné le 14 juillet le coup d'envoi d'un projet textile dans la zone industrielle de West Qantara basée à El Qantara. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site de la SCZone. D'un cout total de 70 millions \$, ledit projet est financé par la société chinoise Zhejiang Hengsheng. Il porte notamment sur la construction d'une usine intégrée prévue pour abriter des unités de teinture, de transformation et d'impression de tissus et de différents produits textiles sur une superficie de 20 hectares.

D'après les projections formulées par Chen Song Fu, président de la société chinoise, l'usine une fois opérationnelle devrait être en mesure de générer des recettes de 300 millions \$ par an. « Nous avons reçu un large soutien de la part de toutes les entités officielles en Égypte, compte tenu des relations stratégiques qui lient nos deux pays. Nous prévoyons de faire appel principalement à de la main-d'œuvre égyptienne qualifiée dans le cadre du projet », a déclaré le responsable. « Le projet de Hengsheng dans le secteur textile est le premier projet dans la zone industrielle de West Qantara, que la SCZone ambitionne de transformer en un véritable hub de l'industrie de l'habillement et du textile en Égypte. 80 % de la production des entreprises qui y sont basées est destinée à l'exportation vers les marchés internationaux », souligne pour sa part M. El-Dien. En Égypte, le gouvernement ambitionne de porter la valeur de ses exportations de textiles et vêtements à 10 milliards \$ par an ainsi que le nombre des emplois générés par le secteur à 1 million d'ici 2025.

BAROMÈTRE EY

Les entreprises tunisiennes font preuve d'une résilience extraordinaire

Malgré le scepticisme des entreprises face au contexte économique, social et politique actuel, ces dernières continuent de faire preuve de résilience. Le baromètre EY 2024 révèle cette capacité d'adaptation dont elles font montre et souligne leurs préoccupations ainsi que leurs priorités pour la période à venir.

Les résultats de la 10^e édition du baromètre EY des entreprises en Tunisie ont été, récemment, dévoilés lors d'un événement qui a réuni des représentants des secteurs privé et public. Ce baromètre, rappelons-le, vise à donner un éclairage sur le moral, les préoccupations et les perspectives des dirigeants d'entreprises, dans le contexte politique, social et économique actuel de la Tunisie. La dixième édition s'est distinguée par sa partie focus qui a porté sur les mesures de relance de l'investissement. En somme, les résultats reflètent une légère dégradation de l'optimisme par rapport aux deux dernières éditions au profit d'une stabilité de l'opinion générale, l'enquête s'étant déroulée entre mai et juin de l'année en cours.

Un certain optimisme
L'évaluation de la situation politique reste dans l'ensemble fortement négative même si un air d'optimisme semble s'installer progressivement. En effet, le pourcentage des répondants qui sont favorables à la situation politique du pays est passé de 2% en 2021 à



24%. Il en va de même pour la situation sociale et économique où la part des chefs d'entreprise qui jugent la situation sociale et économique comme étant bonne ou plutôt bonne est passée de 2% en 2021 à 16%. Selon les auteurs de l'enquête, ces résultats montrent que malgré une amélioration de la perception des dirigeants après la crise du Covid, le contexte économique et social est jugé fortement défavorable. Cependant,

la majorité des chefs d'entreprise ont du mal à appréhender le futur : la proportion des répondants anticipant une amélioration de la situation économique et sociale du pays est passée de 29% en 2023 à 19% en 2024. Et d'une manière générale, la forte hausse de l'optimisme des dirigeants d'entreprise sur l'évolution de la situation politique, économique et sociale enregistrée entre 2012 et 2014, a été suivie par une baisse importante en 2016, une tendance qui s'est maintenue jusqu'en 2024.

Par rapport au climat des affaires, les dirigeants d'entreprises tunisiennes semblent naviguer avec pragmatisme et résilience, en quête de croissance tout en restant attentifs aux signaux macroéconomiques et politiques. Si 2023 marque un rebond de la confiance avec 25% des chefs d'entreprise qui sont à nouveau enclins à envisager une amélioration du climat d'investissement, en 2024, les attentes montrent un léger recul, favorisant plutôt une perception d'une stabilité du climat d'investissement.

ARABIE SAOUDITE

Le secteur spatial saoudien prend son essor grâce à des initiatives stratégiques

La volonté de l'Arabie saoudite à devenir un acteur de premier plan dans l'industrie spatiale mondiale s'est accélérée avec la récente présentation du Neo Space Group, une initiative stratégique visant à favoriser la croissance du secteur privé. Soutenu par le Fonds d'investissement public, le groupe investira dans des actifs locaux

et internationaux, des opportunités de capital-risque et des technologies de pointe pour faire progresser le secteur, conformément aux objectifs de diversification économique de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. NSG vise à renforcer la position du pays dans l'économie spatiale mondiale en développant les capacités locales et

en fournissant des solutions satellitaires et spatiales innovantes. Ce développement, mené par la Commission des communications, de l'espace et de la technologie et par l'Agence spatiale saoudienne, a suscité des réactions positives de la part des leaders de l'industrie et des talents locaux, qui voient tous un immense po-

tentiel dans les ambitions spatiales en plein essor du Royaume. Dans une interview accordée à Arab News, Amar Vora, responsable de l'espace chez Serco Middle East, a exprimé son soutien à la création du NSG, la qualifiant de « mesure audacieuse » qui stimulera la croissance du secteur spatial privé en Arabie saoudite.

ARABIE SAOUDITE

Clôture des émissions de sukuk

L'Arabie Saoudite a clôturé son émission de sukuk libellés en Riyals pour le mois de juin, d'un montant total de 4,4 Md SAR, soit 1,2 Md USD. L'émission de juin a été divisée en trois tranches : une première de 1,6 Md SAR et une deuxième de 53 M SAR qui arriveront à échéance en 2027, et une troisième de 2,8 Md SAR qui arrivera à échéance en 2034. Un rapport publié par S&P Global en avril indiquait que l'émission mondiale de sukuk devrait se situer entre 160 et 170 Md USD en 2024 (168,4 Md USD en 2023 et 179,4 Md USD en 2022). L'agence de notation a relevé la forte ac-

tivité de l'Arabie saoudite sur le marché de la dette en ce début d'année 2024. Toujours selon l'agence, le marché des sukuk continuera de croître à court terme, stimulé par les besoins de financement dans les principaux pays de la finance islamique et les programmes de transformation économique en cours dans des pays comme l'Arabie Saoudite. L'Arabie saoudite a attiré 65,1 Md USD d'IDE entre 2020 et 2023. Selon un rapport de l'UNCTAD, le royaume se place ainsi parmi les principaux bénéficiaires de l'Asie de l'Ouest. Sur la même période, les IDE sortants se sont élevés à 73,1 Md USD, dont 16 Md USD en

2022, plaçant l'Arabie saoudite au 16^e rang mondial en matière d'IDE sortants. Pour rappel, la Vision 2030 vise des flux annuels d'IDE à plus de 103 Md USD d'ici 2030. Le rapport de l'UNCTAD souligne également qu'en 2023, la valeur des accords de financement de projets internationaux en Arabie saoudite a augmenté de 55 % pour atteindre 2 Md USD (19 accords). De plus, 389 projets d'investissement greenfield ont été annoncés en 2023, pour un total de 29 Md USD, soit une augmentation de 108 % par rapport à 2022.

ZIMBABWE

310 millions \$ mobilisés pour augmenter la production de lithium

Le Zimbabwe est le premier producteur africain de lithium. Alors que d'autres pays s'activent pour lancer des mines, comme le Mali et le Ghana, le Zimbabwe attire toujours des investissements étrangers pour ses réserves, dans un contexte marqué par la baisse des prix de ce métal stratégique.

Au Zimbabwe, la compagnie d'État Kuvimba Mining a annoncé le 18 juillet la signature d'un accord de 310 millions de dollars pour la construction d'un concentrateur de lithium dans un délai de 18 mois. Le projet est soutenu par un consortium d'investisseurs britanniques et chinois dont l'identité n'a pas été dévoilée. Avec une capacité de production annuelle attendue à 600 000 tonnes de concentré de lithium, ce projet sera développé sur la mine de Sandawana et devrait permettre au Zimbabwe d'accroître sa production nationale. Leader de ce secteur en Afrique, le pays a attiré au cours des trois dernières années plus d'un milliard de dollars d'investissements, essentiellement chinois, dans l'exploitation de ses importantes réserves de lithium. Sur la même période, le Zimbabwe a cependant enregistré peu d'avancées concrètes en matière de transformation locale de son lithium, alors que l'ambition des autorités est de produire localement des batteries au lithium. Le gouvernement a indiqué en mai dernier



avoir déjà reçu les plans de quatre sociétés actives dans le pays pour la transformation du concentré, sans donner d'autres détails. Pour rappel, les prix du lithium ont considérablement baissé depuis plus d'un an, dans un contexte où la demande mondiale n'augmente pas aussi vite que l'offre. Cette situation peut

avoir plusieurs conséquences pour les projets de lithium en Afrique, notamment sur les prévisions de revenus de plusieurs compagnies actives sur le continent. Si le Zimbabwe reste le premier producteur africain, d'autres pays du continent comme le Mali ou le Ghana s'activent en effet pour lancer leurs premières mines de lithium.

ZIMBABWE

Une mine pouvant produire 47 tonnes d'or en projet

Depuis janvier 2023, trois mines d'or sont entrées en service en Côte d'Ivoire, ce qui a permis au pays de produire 51 tonnes en 2023 et de viser 55 tonnes en 2024. D'autres projets sont en développement et peuvent contribuer à la croissance de la production ivoirienne d'or dans les années à venir. En Côte d'Ivoire, Centamin a publié le 18 juillet une étude de faisabilité pour son projet aurifère Doropo. Ce dernier peut livrer annuellement 167 000 onces sur 10 ans, soit environ 1,68 million d'onces (47 tonnes) d'or sur la durée de vie de la mine. Plus de la moitié de la production de la mine est attendue au cours des cinq premières années d'exploitation. Sur cette période, Doropo devrait livrer annuellement 207 000 onces en moyenne, soit 1,03 million d'onces. Notons que la production totale projetée à la mine est légèrement en baisse par rapport à celle prévue dans l'étude de pré-faisabilité (1,73 million d'onces). Le projet constitue malgré tout un atout dans la croissance de la production d'or en Côte d'Ivoire, et le maintien du pays parmi les plus grands producteurs d'or de la sous-région. Pour concrétiser ce potentiel, Centamin prévoit un investissement initial de 373 millions de dollars qui pourra être récupéré au bout de 2,1 ans. En tenant compte d'un prix de l'or à 1 900 dollars l'once, la valeur actuelle nette de Doropo se situe à 426 millions de dollars avec un taux de rentabilité interne de 34 %. « Cette étude souligne notre confiance dans le potentiel de Doropo à devenir un projet commercialement viable, apportant des investissements substantiels et des opportunités d'emploi dans le nord-est de la Côte d'Ivoire », a commenté Martin Horgan, PDG de Centamin. Il faut souligner que le calendrier de développement du projet Doropo n'est pas encore clairement défini. Centamin indique seulement qu'elle soumettra d'ici septembre 2024 une demande aux autorités ivoiriennes en vue d'obtenir un permis d'exploitation minière pour Doropo. Ce n'est qu'après l'obtention du permis que la société bouclera le financement nécessaire et prendra une décision finale d'investissement.

Invictus obtient 3 ans de plus pour explorer Cabora Bassa

Ces derniers mois, la zone d'intérêt de Cabora Bassa a enregistré la découverte de ressources gazières viables notamment sur le permis SG 4571 d'Invictus Energy qui devrait faire l'objet de nouveaux travaux d'exploration pétrogazière. La compagnie pétrogazière Invictus Energy a annoncé vendredi 19 juillet qu'elle s'est vue accorder par le Conseil des af-

fares judiciaires du Zimbabwe, une rallonge de trois ans sur son permis SG 4571 localisé dans la zone d'intérêt de Cabora Bassa. L'extension de la durée de validité de cette licence qui héberge la découverte Mukuyu et reste désormais valable jusqu'en juin 2027, offre à Invictus un délai supplémentaire pour mettre en œuvre ses plans d'exploration sur ce site. À ce propos, la

compagnie a défini un vaste programme de travail pour la phase d'exploration de trois ans à venir. Celui-ci devrait impliquer l'acquisition de données sismiques 3D et des forages d'exploration et d'évaluation supplémentaires. Invictus table notamment sur l'ensemble de ces activités pour à terme favoriser une meilleure évaluation du potentiel en hydrocarbure de la découverte

de Mukuyu en l'occurrence, tout en permettant à la compagnie de faire avancer le projet vers la phase de développement. L'exploitation du gaz de Cabora Bassa est stratégique pour Invictus Energy qui a conclu, il y a quelques semaines, un accord pour soutenir l'approvisionnement énergétique d'une mine d'or opérée par la compagnie Eureka au Zimbabwe.

RDC

Suspension temporaire des importations de boissons

En RDC, le segment des boissons est l'un des plus dynamiques dans l'industrie agroalimentaire. Alors que la demande pour cette catégorie de produit ne cesse de croître, le gouvernement met en œuvre des politiques pour soutenir la production locale et limiter le recours aux importations. En RDC, les importations de bières et de boissons gazeuses sont suspendues sur une période de 12 mois, selon un arrêté ministériel signé le 26 juin dernier. L'information a été révélée le 19 juillet par Julien Paluku, ministre du Commerce extérieur. « En

cas de nécessité d'approvisionnement dans les parties du territoire national où les consommateurs ont un accès difficile aux produits locaux, les opérateurs économiques peuvent bénéficier d'une dérogation d'importation par le ministre ayant le Commerce extérieur dans ses attributions », précise l'arrêté. D'après les médias locaux, cette décision a été prise de concert avec la Fédération des entreprises du Congo (FEC), le ministère de l'Industrie et d'autres services spécialisés. Pour la FEC l'objectif principal de cette mesure est de protéger l'industrie locale

face à la concurrence étrangère. D'après l'organisation, la suspension temporaire des importations de boissons vise à stimuler la production locale et encourager la consommation des produits nationaux en vue de renforcer la compétitivité des entreprises locales. En RDC, les importations de boissons se renforcent chaque année. D'après les données compilées par la Banque centrale du pays, la valeur des importations de cette catégorie de produits a augmenté de 9,8 % en moyenne par an entre 2018 et 2022, passant de 627 mil-

lions \$ à plus de 1 milliard \$. Parmi les principaux fabricants locaux de boissons se trouvent entre autres African Foods & Beverages (AFB), les Brasseries du Congo (BRACONGO) ou encore la Brasserie de Léopoldville (BRALIMA). Il convient de noter que l'industrie congolaise sera bientôt renforcée par des investissements étrangers. Selon le ministère du Commerce extérieur, la multinationale américaine PepsiCo lancera une nouvelle usine de fabrication de boissons de sa marque phare « Pepsi » dans la zone économique de Makulu en 2024.

SELON MORGAN STANLEY

Le marché du pétrole devrait être excédentaire l’année prochaine

Le marché du pétrole brut est actuellement tendu, mais l'année prochaine, il sera probablement excédentaire, les prix du Brent diminuant pour se situer dans la fourchette moyenne à élevée des 70 dollars, a déclaré Morgan Stanley.

La tension se maintiendra pendant la majeure partie du troisième trimestre, a indiqué la banque dans une note datée de vendredi, mais l'équilibre sera rétabli au quatrième trimestre, "lorsque les vents contraires saisonniers de la demande s'atténueront et que l'offre de l'OPEP et des pays non membres de l'OPEP renouera avec la croissance". Trois sources ont déclaré à Reuters la semaine dernière qu'il était peu probable que l'OPEP+ recommande de modifier la politique de production du groupe lors

d'une réunion mini-ministérielle le mois prochain, laissant en place un plan pour commencer à dénouer une couche de réduction de la production de pétrole à partir d'octobre. Morgan Stanley a déclaré qu'elle s'attendait à ce que l'offre de l'OPEP et des pays non membres de l'OPEP augmente d'environ 2,5 millions de barils par jour (bpj) en 2025, ce qui serait bien supérieur à la croissance de la demande. Les raffineries devraient atteindre un pic en août de cette année et ne devraient pas

revenir à ce niveau avant juillet 2025, selon Morgan Stanley. Morgan Stanley a laissé inchangées ses prévisions de prix du Brent pour le troisième trimestre 2024, à 86 dollars le baril. Au début du mois, Goldman Sachs a également maintenu ses prévisions pour le

trimestre à un prix moyen du Brent de 86 dollars le baril. Le prix du Brent lundi était en hausse de 0,54% à 83,08 dollars le baril à 0535 GMT, et les contrats à terme sur le brut américain West Texas Intermediate étaient en hausse de 0,54% à 80,56 dollars.

JAPON

La Bourse de Tokyo en recul

La Bourse de Tokyo baissait lundi matin après les pertes de Wall Street, et alors que les investisseurs attendaient une décision monétaire de la Banque du Japon (BoJ) et évaluaient l'impact du retrait de Joe Biden de la campagne présidentielle américaine. L'indice vedette Nikkei perdait 1,03% à 39.650,80 points vers 01H00 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 1,02% à 2.831,59 points.

L'inflation dans l'archipel en juin, publiée vendredi, est ressortie en légère accélération par rapport à mai, bien qu'en dessous des prévisions du marché, relançant les interrogations sur une hausse de taux de la BoJ dès la semaine prochaine. Le billet vert reflétait à 157,40 yens vers 01H00 GMT, contre 157,48 yens vendredi à

21H00 GMT. L'euro progressait à 171,47 yens contre 171,38 yens en fin de semaine dernière, et valait 1,0893 dollar contre 1,0882 dollar vendredi. Les cours du pétrole étaient dans le vert: le baril de WTI américain perdait 0,52% à 80,55 dollars et celui de Brent de la mer du Nord lâchait 0,50% à 83,04 dollars vers 00H50 GMT.

Les Bourses asiatiques dans le rouge

La Bourse de Tokyo et les places boursières chinoises étaient dans le rouge lundi matin après les pertes de Wall Street, et alors que les investisseurs attendaient une décision monétaire de la Banque du Japon (BoJ) et évaluaient l'impact du retrait de Joe Biden de la campagne présidentielle américaine. L'indice vedette Nikkei perdait 1,03% à 39.650,80 points vers 01H00 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 1,02% à 2.831,59 points. L'inflation dans l'archipel en juin, publiée vendredi, est ressortie en légère accélération par rapport à mai, bien qu'en dessous des prévisions du marché, relançant les interrogations sur une hausse de taux de la BoJ dès la semaine prochaine. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était en baisse de 0,40% peu après l'ouverture à 17.348,04 points. De son côté, l'indice composite de Shanghai reculait de 0,65% à 2.963,09 et celui de Shenzhen cédait 0,29% à 8.877,34 points. La banque centrale chinoise a réduit lundi deux taux d'intérêt de référence, dans l'espoir de stimuler la croissance, après une série d'indicateurs économiques décevants. Ces taux très suivis par les marchés, sont à leur plus bas historique. Cette mesure est censée encourager les banques commerciales à accorder davantage de crédits et à des taux plus avantageux et doit permettre par ricochet de soutenir l'activité chinoise. Le billet vert reflétait à 157,40 yens vers 01H00 GMT, contre 157,48 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro progressait à 171,47 yens contre 171,38 yens en fin de semaine dernière, et valait 1,0893 dollar contre 1,0882 dollar vendredi. Les cours du pétrole étaient dans le vert: le baril de WTI américain perdait 0,52% à 80,55 dollars et celui de Brent de la mer du Nord lâchait 0,50% à 83,04 dollars vers 00H50 GMT.

ETATS UNIS

Fin de semaine sous le signe de la baisse à Wall Street

Les marchés américains ont terminé en retrait. Cette séance a été marquée par une panne informatique mondiale, qui a perturbé de nombreux secteurs, et en particulier le transport aérien. CrowdStrike, qui porte la responsabilité de la panne, a dévié en Bourse. Au cours de la semaine, Wall Street a inscrit de nouveaux records alors que le rythme de publication des résultats s'est accéléré. Le Dow Jones a perdu 0,93% à 40287,53 points tandis que le Nasdaq Composite a reculé de 0,81% à 17726,94 points. Le baril de WTI a perdu plus de 3% et l'once d'or plus de 2%. L'action CrowdStrike a chuté de 11,10% à 304,96 dollars alors que le spécialiste de la cybersécurité est au cœur de la panne informatique mondiale, qui a perturbé l'activité de

nombreuses industries et en particulier le secteur aérien. La panne s'expliquerait par un problème au moment de la mise à jour de l'un des produits. Elle affecte "les hôtes Windows. Les hôtes Mac et Linux ne sont pas concernés" a déclaré le PDG de CrowdStrike, George Kurtz, sur le réseau social X. Au deuxième trimestre, le bénéfice net a bondi de 39% à 3,015 milliards de dollars, soit 4,15 dollars par action. Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action est ressorti 3,49 dollars au dessus du consensus s'élevant à 3,26 dollars. Ses revenus ont progressé de 8% à 16,33 milliards de dollars alors que le marché visait 16,59 milliards de dollars. American Express a enregistré 1,3 milliard de dollars de provisions pour pertes sur prêts contre 1,2 milliard de dollars, un an auparavant.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Juillet 2024					
Valeur : 22 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2212	134.2362
1	EUR	EURO		146.6903	146.7604
1	GBP	POUND STERLING		174.4719	174.5367
100	JPY	JAPANESE YEN		85.9621	85.9772
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4957	18.4985
1	CHF	SWISS FRANC		151.8339	151.9196
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1364	98.1761
1	DKK	DANISH KRONE		19.6673	19.6723
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6912	12.6951
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4891	12.4924
1	AED	UAE DIRHAM		36.5367	36.5507
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7837	35.7896
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.3493	439.5422
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1429	43.5765
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6688	13.6704
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4201	27.5605
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5340	3.5344
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.4000	178.4000

ALORS QU'UN GOUVERNEMENT DIVISÉ EST ENVISAGÉ AUX USA

L’abandon de Joe Biden pourrait inciter les investisseurs à dénouer les transactions sur Trump

Le retrait du président américain Joe Biden de la course à la présidence dimanche pourrait inciter les investisseurs à dénouer les transactions pariant sur le fait qu'une victoire républicaine augmenterait les pressions fiscales et inflationnistes aux États-Unis, tandis que certains analystes ont déclaré que les marchés pourraient bénéficier d'une probabilité accrue de gouvernement divisé sous la prochaine administration. Le "Trump-trade", qui suppose que les politiques fiscales de l'ancien président augmenteraient les bénéfices des entreprises tout en compromettant la santé budgétaire à long terme du pays, a gagné du terrain à la suite du débat télévisé désastreux de M. Biden le mois dernier. Il a été particulièrement visible dans les obligations d'État américaines, les rendements des

bons du Trésor à long terme - qui évoluent à l'inverse des prix - ayant brièvement augmenté en raison des attentes accrues que le candidat républicain à la présidence, Donald Trump, regagne la Maison Blanche après le débat et la tentative d'assassinat du week-end dernier. Bien que les rendements se soient rapidement repliés face aux signes d'affaiblissement de l'économie, ce mouvement reflétait la conviction des investisseurs qu'une présidence Trump pourrait conduire à des politiques inflationnistes et à une position plus expansive sur le plan budgétaire. Mais la décision de Joe Biden de se retirer et de soutenir la vice-présidente Kamala Harris pour le remplacer en tant que candidat démocrate jette le doute sur une victoire de Trump et incitera probablement les investisseurs à réduire ces paris.

L'équipe de M. Trump a déclaré que ses politiques favorables à la croissance feraient baisser les taux d'intérêt et réduiraient les déficits. De nombreux acteurs du marché pensent que les déficits continueront à se détériorer sous une deuxième administration Biden. "Cela coupe un peu l'herbe sous le pied du commerce de Trump", a déclaré Cameron Dawson, directrice de NewEdge Wealth à New York, tout en précisant que les marchés attendraient plus de clarté sur l'identité du candidat. "C'est à ce moment-là que nous pourrions observer un renversement du marché Trump et d'autres types de mouvements", a déclaré Cameron Dawson. Selon un sondage Reuters/Ipsos qui s'est achevé mardi, M. Trump dispose d'une avance marginale sur M. Biden parmi les électeurs ins-

crits (43 % contre 41 %). Lorsqu'il a accepté l'investiture républicaine jeudi, M. Trump s'est à nouveau engagé à réduire l'impôt sur les sociétés et les taux d'intérêt. Les analystes s'attendent également à ce qu'une présidence Trump entraîne un durcissement des relations commerciales, ce qui pourrait se traduire par des droits de douane inflationnistes. La baisse des recettes fiscales pourrait creuser le déficit budgétaire du gouvernement fédéral américain, qui a augmenté régulièrement pendant la majeure partie de la dernière décennie, y compris sous la présidence précédente de Trump (2017-2020), bien qu'un pic en 2020 ait été principalement dû à l'allègement gouvernemental COVID-19.

CHINE

La banque centrale réduit deux taux d'intérêt de référence pour relancer la croissance

La banque centrale chinoise réduit deux taux d'intérêt de référence pour relancer une croissance plus faible que prévu. La crise du secteur immobilier, la consommation faible et le taux de chômage élevé chez les jeunes fragilisent le pays.

La banque centrale chinoise a réduit lundi deux taux d'intérêt de référence, dans l'espoir de stimuler la croissance chancelante de la deuxième économie mondiale, après une série d'indicateurs économiques décevants. Le géant asiatique est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, à une consommation toujours faible et à un taux de chômage élevé chez les jeunes, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur. Un an et demi après la levée des restrictions sanitaires qui pénalisaient l'activité, la reprise post-Covid tant espérée a été brève et moins robuste qu'escompté.

Encourager les banques commerciales à accorder davantage de crédits

La décision sur les taux, anticipée par certains économistes, est censée encourager les banques commerciales à accorder davantage de crédits et à des taux plus avantageux et doit par ricochet permettre de soutenir l'activité. Le LPR à un an, qui constitue la référence des

taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,45% à 3,35%. Ce taux avait déjà été abaissé en août 2023. Le taux à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 3,95% à 3,85%. Pour ce taux, il s'agit de sa deuxième réduction cette année après celle de février. Très suivis par les marchés, ces deux taux sont à leur plus bas historique. La mesure intervient après un plénum du Parti communiste, réunion clé pour donner la direction de la politique économique. La décision de lundi représente un "pas dans la bonne direction", a déclaré Zhang Zhiwei, président et économiste en chef de Pinpoint Asset Management, dans une note, s'attendant à d'autres mesures de soutien à l'avenir. "Mais la politique monétaire n'est pas l'outil politique le plus important", a-t-il ajouté. "Les perspectives économiques (au second semestre) dépendent essentiellement du soutien que la politique budgétaire apportera".

Une croissance à 4,7% au deuxième trimestre en deça des attentes

Au deuxième trimestre, la croissance économique s'est fortement tassée sur un an (+4,7%), selon des chiffres officiels publiés lundi dernier. Ce rythme a été en deça des attentes d'analystes et de celui du premier trimestre (+5,3%). Il est aussi le plus faible depuis début 2023, quand la Chine levait ses restrictions draconiennes contre le Covid-19, qui pénalisaient l'activité. Par ailleurs, les ventes au détail n'ont progressé en juin que de 2% sur un an. L'essoufflement de cet indicateur clé traduit une consommation toujours morose. Une importante réunion du Parti communiste chinois (PCC), le "Troisième Plénum", centrée sur les grandes orientations économiques, s'est tenue la semaine dernière à Pékin autour du président Xi Jinping. Les dirigeants chinois y ont appelé à "éliminer les risques" dans l'économie, ainsi qu'à stimuler la consommation, mais sans proposer pour l'heure de mesures concrètes pour relancer une croissance morose. Ils se sont néanmoins engagés à alléger la pression de la dette sur les gouvernements locaux en réformant le système fiscal.

ARGENTINE

Le gouvernement veut vendre aux enchères une partie de son patrimoine pour collecter un milliard de dollars

Le gouvernement argentin compte pallier la baisse de ses réserves en devises à travers la vente de quelque 400 immeubles dont il est le propriétaire, pour collecter des fonds d'une valeur d'un milliard de dollars. La décision de vente sera passée au peigne fin pour arrêter la liste des propriétés jugées "inutiles" pour l'Etat, indique dimanche le

quotidien Clarin, qui souligne que les biens ciblés appartiennent notamment aux forces armées, aux universités et à la compagnie des chemins de fer. La même source met en cause "les réserves fragiles de la Banque centrale" pour justifier la future vente aux enchères des biens immobiliers gérés par l'Agence des domaines de l'Etat. Selon les chiffres officiels, cette

agence étatique contrôle plus de 5000 propriétés sur les 46000 en possession des différents organes de l'Etat (ministères, organismes décentralisés et les forces armées et de sécurité). La filtration de cette décision dans la presse fait écho aux inquiétudes du monde financier face au niveau des réserves nettes de la Banque centrale devenues à nouveau négatives. Les perspec-

tives s'annoncent compliquées à cause des échéances de la dette dont le gouvernement doit s'acquitter pour 1,5 milliard de dollars en janvier prochain. Selon des analystes des marchés, les réserves nettes restent à un niveau négatif de 5 milliards de dollars, ce qui éloigne l'Argentine de ses engagements pris avec le Fonds monétaire international (FMI). (APS)

IRAK

Baghdad va importer de l'électricité de Turquie

Malgré ses vastes réserves de pétrole, le pays reste tributaire des importations pour couvrir ses besoins énergétiques, en particulier de l'Iran voisin, qui coupe régulièrement ses approvisionnements. L'Irak a annoncé dimanche l'entrée en service d'une ligne électrique pour acheminer de l'électricité de Turquie vers ses provinces du nord, les autorités cherchant à diversifier les sources d'énergie pour remédier aux coupures chroniques dans le pays. La ligne de 115 kilomètres est reliée à la centrale électrique de Kisik, à l'ouest de Mossoul, et fournira 300 mégawatts en provenance de Turquie aux provinces de Ninive, Salah al-Din et Kirkouk, dans le nord de l'Irak, selon un communiqué du bureau du Premier ministre. Cette installation constitue une étape "stratégique" pour relier l'Irak à ses voisins, a

déclaré le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani. "La ligne est entrée en service aujourd'hui", a déclaré Ahmed Moussa, porte-parole du ministère de l'Electricité. Des décennies de guerre ont laissé les infrastructures irakiennes dans un état pitoyable, avec des coupures d'électricité chroniques, particulièrement perturbantes l'été où les températures atteignent souvent 50 degrés Celsius. De nombreux foyers ne disposent que de quelques heures d'électricité par jour, et ceux qui peuvent se le permettre utilisent des générateurs privés pour faire fonctionner réfrigérateurs et climatiseurs. Une autre ligne pour importer de l'électricité depuis la Jordanie déjà en service. Malgré ses vastes réserves de pétrole, l'Irak reste tributaire des importations pour couvrir ses besoins énergétiques, en particulier

de l'Iran voisin, qui coupe régulièrement ses approvisionnements. Mohamed Chia al-Soudani a souligné à plusieurs reprises la nécessité pour le pays de diversifier ses sources d'énergie. Pour réduire sa dépendance à l'égard du gaz iranien, Bagdad a exploré plusieurs possibilités, notamment des importations en provenance des pays du Golfe. Le gouvernement irakien a pour objectif "d'achever la connexion avec le réseau électrique du Conseil de coopération du Golfe (CCG) d'ici la fin de cette année", a déclaré Mohamed Chia al-Soudani dimanche. "Cela permettra à l'Irak de s'intégrer dans le système énergétique régional", lui permettant ainsi de diversifier ses sources d'énergie, a-t-il ajouté. En mars, une ligne électrique de 340 km a été mise en service pour acheminer de l'électricité de Jordanie vers la région d'al-Rutbah, dans le sud-ouest de l'Irak.

UNION
EUROPÉENNE
La Banque centrale européenne maintient ses taux d'intérêt pour contrôler l'inflation

Après une baisse des taux d'intérêt en juin, la Banque centrale européenne (BCE) a pris la décision de les maintenir en juillet, une décision attendue par la plupart des acteurs du marché. La BCE a annoncé sa décision de maintenir ses taux d'intérêt directeurs lors de sa réunion du 18 juillet. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement - c'est-à-dire le taux que les banques paient lorsqu'elles empruntent de l'argent à la BCE pour une semaine - a été maintenu à 4,25 %. Le taux de facilité de dépôt - que les banques peuvent utiliser pour effectuer des dépôts à vue auprès de l'Eurosystème - reste à 3,75 %, et le taux de facilité de prêt marginal - qui permet aux banques d'obtenir des crédits à vue auprès de l'Eurosystème - a été maintenu à 4,50 %. Maintenir les taux pour mieux lutter contre l'inflation Dans un communiqué publié après l'annonce de la décision, la BCE a déclaré que sa priorité était d'assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme. "[Le Conseil des gouverneurs] conservera les taux directeurs à un niveau suffisamment restrictif, aussi longtemps que nécessaire, pour atteindre cet objectif", peut-on lire dans le communiqué. État de l'Union : taux d'intérêt bas et défis alimentaires La BCE repousse l'entrée de la Bulgarie dans la zone l'euro en raison de son inflation élevée Cette décision était largement attendue par les acteurs du marché européen, en l'absence d'une évolution significative des données économiques depuis le mois de juin. Les prochaines projections macroéconomiques trimestrielles, qui seront réalisées en septembre, permettront sans doute d'y voir plus clair dans le marché économique européen.

La Renault Twingo s'offre un dernier sprint avant de disparaître !

En perte de vitesse ces dernières années, la Renault Twingo a retrouvé des couleurs en 2024, juste avant de prendre sa retraite !



La R5 E-Tech et la Twingo sont à la croisée des chemins en 2024. Alors que la première, disparue du catalogue Renault depuis 1984 – 1996 si l'on inclut la Supercinq – fait son grand retour dans les concessions cette année en 100% électrique, l'émblématique micro-monospace tire au contraire sa révérence après plus de trente ans de bons et loyaux services. Certes, une nouvelle version 100% électrique à la sauce néo-rétro est attendue dans les prochaines années, mais Renault n'a pas encore trouvé le partenaire industriel pour concrétiser le projet. S'il devrait y arriver, difficile d'assurer une date pour ce revival de Twingo. En attendant, la troisième génération, vendue depuis 2014, vit ses dernières semaines au catalogue, prématurément poussée à la retraite par l'entrée en vi-

gueur des nouvelles normes de sécurité européennes GSR2. En effet, compte tenu de son architecture vieillissante, la Twingo ne peut recevoir l'aide au maintien dans la voie, le freinage d'urgence ou encore l'alerte de dépassement de vitesse, obligatoires pour toutes voitures neuves vendues depuis le 7 juillet 2024.

Merci l'électrique

En attendant, le dernier semestre n'aura pas été vain pour la Twingo, qui semble souffrir un dernier baroud d'honneur avant de tirer le rideau. Entre janvier et juin de cette année, elle s'est quand même hissée à la 15e place du hit-parade des ventes de voitures neuves, toutes énergies confondues. Avec un peu plus de 14 000 exemplaires écoulés, la Twingo fait aussi bien que l'Austral ou

même la pétillante Fiat 500 ! Bien sûr, les +70% de ventes par rapport aux six premiers mois de 2023 ne sont pas le fruit du hasard. La tricolore peut en effet dire merci au leasing électrique, mis en place par le gouvernement français pendant les deux premiers mois de l'année afin de booster les ventes de "zéro émission". Avec son prix de base plutôt attractif pour une électrique – 25 500 € – la Twingo a pleinement bénéficié de l'aide d'État, afin de proposer des mensualités extrêmement basses et ainsi toucher un public qui ne serait pas converti à l'électrique. D'ailleurs, au hit-parade des seules électriques, la petite Renault arrive 5e des ventes sur six mois (9 110 ex.). La dynamique semble continuer puisqu'en juin, elle figure encore parmi les meilleures.

Il faut encore en profiter

On ne s'étonne guère de ces bons résultats tant la Twingo reste d'actualité. Si elle est mise hors-jeu en raison des normes européennes, ses prestations routières restent tout à fait dans le coup pour qui a besoin d'une citadine, électrique ou thermique. En "zéro émission", l'autonomie reste satisfaisante pour les petits trajets et la batterie, de modeste capacité, se recharge plus vite que celles d'autres voitures mieux dotées sur ce point, tandis qu'en thermique S-Ce 65 ses tarifs demeurent abordables (à partir de 17 000 €). Dans tous les cas, le gabarit riquiqui (3,61 m) et le rayon de braquage très court (seulement 8,8 m entre deux trottoirs) en font la reine indétrônable des cités !

Le PDG de Renault plaide pour plus de flexibilité dans la transition électrique

Luca De Meo estime que les délais établis pour le passage à des véhicules neufs « zéro émission » donc – a priori – électriques doivent être reconsidérés par les instances européennes. Luca De Meo, PDG de Renault, a récemment exprimé ses réserves quant au calendrier de transition vers les véhicules électriques en Europe. Il a souligné la nécessité de réduire les coûts pour atteindre les objectifs en matière de véhicules électriques, selon des déclarations faites au quotidien économique Les Echos.

Une Transition Cruciale, mais à un Rythme Débatale

La transition vers les véhicules électriques est essentielle pour réduire les émissions de carbone, redéfinissant l'industrie automobile et l'environnement. Toutefois, les récentes élections européennes, sur fond de faible demande de véhicules élec-



triques, ont ravivé les appels à abandonner l'interdiction prévue pour 2035 des ventes de voitures équipées d'un moteur thermique Diesel et essence, une interdiction qui sera réexaminée en 2026.

Flexibilité et Réalisme

"Nous avons besoin de plus de flexibilité dans le calendrier," a affirmé De Meo, également président du lobby automobile européen ACEA. Il a cependant averti qu'abandonner l'objectif en raison du ralentissement actuel du marché serait une grave erreur stratégique. Concernant les ambitions de Renault de produire 100% de véhicules électriques en Europe d'ici 2035, De Meo a été franc : "Nous ne sommes pas encore sur la bonne trajectoire pour atteindre cet objectif. Si les clients ne suivent pas, nous en sommes tous responsables. Nous devons réduire les coûts."

Défis et Opportunités

Le secteur automobile fait face à des défis tels que l'incertitude réglementaire et la concurrence accrue de la Chine, exacerbés par la crise du coût de la vie. Les ventes mondiales de véhicules électriques ont augmenté de 35% en 2023, mais ont chuté en 2024. En juin, les ventes de voitures neuves dans l'Union européenne ont progressé de 4,3%, atteignant leur plus haut niveau depuis juillet 2019, tandis que les immatriculations de voitures électriques ont légèrement diminué.

Ainsi, Renault et ses pairs naviguent dans un paysage en mutation rapide, où la flexibilité et l'adaptabilité seront cruciales pour réussir la transition vers une mobilité plus durable.

PANNE CROWDSTRIKE

Microsoft déploie un outil pour réparer plus rapidement les machines affectées

Face au véritable chaos provoqué par CrowdStrike vendredi dernier, Microsoft s'est empressée de déployer un outil de récupération pour aider les administrateurs à réparer les machines Windows affectées. Celui-ci soulagera grandement le processus de restauration.

La panne informatique géante du 19 juillet a été provoquée par un problème de mise à jour de l'antivirus Falcon de CrowdStrike. Cette dernière a causé la panne de 8,5 millions d'ordinateurs Windows à travers le monde et a laissé dans son sillage une gigantesque vague d'écrans bleus tout en semant la pagaille dans de nombreux secteurs : finance, aéronautique, médias, etc.

Même si CrowdStrike a annoncé avoir pris les devants et réglé le problème, Microsoft a pensé aux administrateurs informatiques qui se retrouvent à gérer un parc de machines important en développant un outil maison.

La sauveuse : une clé USB

Le dispositif se présente sous la forme d'une simple clé USB bootable, conçue pour éviter les méthodes de récupération conventionnelles, souvent extrêmement fastidieuses. Plus besoin de redémarrer l'ordinateur affecté 15 fois, ou d'exercer d'innombrables manipula-

tions en mode sans échec pour éradiquer le fichier problématique. La clé permet d'accéder directement au disque de la machine touchée via l'environnement Windows PE. Ainsi, sans même requérir de droits administratifs, elle procède à l'élimination automatique du fichier défaillant.

Quant aux systèmes sécurisés par BitLocker, la clé sollicite simplement la clé de récupération avant de poursuivre les réparations.

Microsoft couvre tous les terrains

Microsoft a pensé à tout, pas seulement aux ordinateurs classiques, l'entreprise a également étendu son champ d'action aux environnements virtuels. Ainsi, pour les machines virtuelles Windows hébergées sur Azure, des protocoles de récupération spécifiques ont été élaborés et rendus publics. Cette initiative garantit une solution de repli pour l'ensemble des configurations, quelle que soit leur nature.

Par ailleurs, des directives précises ont été rédigées et mises à disposition sur le portail d'assistance de Microsoft pour



les ordinateurs fonctionnant sous Windows 10 ou Windows 11. Aucun doute : les équipes techniques du géant américain n'ont pas dû beaucoup dormir ce week-end. Peu importe, leur outil sera d'une grande aide et évitera les maux de crânes. CrowdStrike leur en doit une à

l'avenir, c'est le moins que l'on puisse dire. Elle devra tirer des leçons de cet incident tout en s'assurant la mise en place des procédures plus rigoureuses pour garantir que de telles erreurs ne se reproduisent pas à l'avenir.

Des IA capables d'échanger entre elles de manière autonome seront déployées dès 2025

L'un des leaders mondiaux dans le domaine du conseil, Capgemini, prévoit l'émergence de systèmes « multi-agents IA » d'ici à 2025. Cette technologie serait en mesure de fonctionner indépendamment, planifiant et exécutant des tâches complexes avec une supervision humaine minimale. Depuis le lancement de ChatGPT fin 2022, l'intelligence artificielle générative a pris le monde d'assaut. Faisant un carton chez les particuliers, et notamment chez les jeunes, l'IA est surtout considérée comme disruptive dans de nombreuses industries. Selon une étude du cabinet new-yorkais McKinsey parue l'année dernière, l'IA générative pourrait apporter entre 2 600 et 4 400 milliards de dollars dans la balance de l'économie mondiale chaque année. Ses usages sont eux aussi voués à évoluer et à se multiplier, rapporte Capgemini dans un rapport récent portant sur l'utilisation de la technologie dans les grandes entreprises. Celui-ci s'appuie sur une enquête menée auprès de plus de 1 100 sociétés dont le chiffre



d'affaires est égal ou supérieur à 1 milliard de dollars.

Des agents qui collaborent pour réaliser des tâches en arrière-plan

82 % des entreprises sondées par la firme prévoient d'intégrer des agents IA d'ici 1 à 3 ans. Seules 7 % n'ont pas l'intention de le faire. Ces chiffres témoignent de l'engouement qui ne s'estompe pas autour de la technologie, qui doit permettre un gain de productivité conséquent

au sein des entreprises. Son utilité première : prendre en charge les tâches répétitives et chronophages pour que les travailleurs humains puissent se concentrer sur le cœur de leur profession. Ces applications devraient se multiplier très prochainement. Plusieurs entreprises évoquent déjà le déploiement d'agents capables de travailler ensemble et de résoudre des tâches dans un système dit « IA multi-agents », a confié Pascal Brier, directeur de l'innovation de Capgemini,

dans un entretien accordé à CNBC. Concrètement, ces modèles collaboreront en arrière-plan pour réaliser des travaux à la place de l'employé. « Par exemple, un agent d'IA axé sur le marketing qui crée une campagne publicitaire pour une organisation pourrait travailler de manière autonome avec un autre agent du service juridique de cette même organisation pour s'assurer qu'elle est juridiquement valable », détaille le média.

Une accélération de l'adoption de l'IA, mais quelques doutes encore

En 2022, l'IA consistait en le fait de « comprendre ce qu'est un prompt et ce qu'est un grand modèle de langage (LLM) », a poursuivi l'expert. Désormais, « l'IA et l'IA générative se rapprochent, et il s'agit davantage de construire ces moteurs de connaissance, d'utiliser l'IA générative pour interagir avec ces moteurs et d'utiliser cette nouvelle notion d'agents comme substitut ou copilote pour trouver et faire les choses à notre place », a-t-il expliqué.

Le rapport note une accélération de l'adoption de l'IA en entreprise. En 2023, 6 % des sociétés adoptaient la technologie, contre 24 % cette année. Capgemini a toutefois observé des disparités selon la taille des firmes interrogées. Ainsi, 10 % des entreprises dont les revenus annuels sont compris entre 1 et 5 milliards de dollars déploient l'IA. Ce chiffre passe à 49 % pour celles dont les gains totaux sont supérieurs ou égaux à 20 milliards de dollars. Malgré tout, Capgemini émet quelques réserves sur l'avenir de l'IA générative, la technologie devant encore faire face à d'importants défis. « Les organisations se heurtent à certains obstacles. Le manque de clarté sur les données sous-jacentes des modèles préentraînés, les biais possibles et le manque d'inclusivité posent des risques juridiques et de réputation, tout comme les "hallucinations" et le potentiel de fuite de données », indique la firme dans son rapport. L'empreinte carbone de l'IA est aussi à prendre en compte par les entreprises, conclut-elle.

Mots fléchés

Piano du pauvre	↓	Occupation de territoires étrangers plus à l'armée	↓	Diplôme professionnel	↓	En ce lieu	↓	Déesse de l'agriculture	↓	Être sur un siège	↓	Crochet	↓
Singulier poème				Lustrer								Département français	
	→		↓		↓					Célèbre dépêche	→		↓
Coinças	→					Pays d'Amérique du Sud		Frénésies	→				
Automate													
	→					Derrière		Cube de jeu	→	Dénudée	→		
								Saison		Rivière du Congo			
Disque compact		Abri pour chien	→		↓			Suintes	→				Moquerie
	→									Longues périodes	→		↓
		Peuple de l'Arctique	→							Esgourde			
Appareil de détection		Partie du harnais	→					Club de football	→		Ancienne monnaie chinoise	Erbium	
		→						Bonbon					
	→		↓			Fer		Donner un moment	→				↓
								Première page					↓
Actrice française (Marie-José)	→			Un sens	↓	Aurochs	→			Arme rudimentaire	→		
						Nouveau congé							
Mistigri		Habitante des alentours de Nevers	→		↓							Gravure effectuée grâce à de l'acide	
	→	↓											↓
						Héros suisse	→			Largeurs d'étoffes	→		
On peut l'avoir mauvaise	→					Fascination		Affluent du Rhin	→		Ante méridiem	→	
								Vénère			Explose		
Foi		Non noble	Décédé	Cité engloutie	↓	Cancré	→			Exhale une odeur nauséabonde	→		
	→	↓	↓	↓						Appel-lations			
									Navire	→			Revérifiasse
													↓
Poteau		Dehors !	→			Consacrer		Stator	→				
		Agît						Enceinte					
	→	↓											
				Soûl	→					Religieuse	→		
										Chefs arabes			
Forme de pouvoir	→			Arbustes	→							Petit poste	→
Esclave				Flétri								Mont	
	→			↓		Or	→	Petite mesure	→	Entre l'URSS et la Russie	→		
										Prénom féminin			
Golfe	→					Arbuste	→					Titane	
Préfecture du Calvados													↓
	→					Chrome	→						
								Reptiles sauriens sans pattes	→				
Repos du guerrier	→					Région du nord du massif du Caucase	→						

Le président de la République reçoit le président de la Douma de la Fédération de Russie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, le président de la Douma de la Fédération de Russie, M. Viatcheslav Viktorovitch Volodine, indique un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, M. Brahim Boughali, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lou-nès Magramane



APRÈS LE RETRAIT DE JOE BIDEN
La vice-présidente Kamala Harris annonce sa candidature

La vice-présidente américaine Kamala Harris vient d'annoncer sa candidature pour la présidentielle de novembre, pour « battre Donald Trump », après l'annonce du retrait de Joe Biden. Cependant, Kamala Harris a salué « l'acte désintéressé et patriotique » du président démocrate de 81 ans, qui a annoncé la soutenir comme candidate. « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour unifier le Parti démocrate et unir notre nation pour battre Donald Trump », a-t-elle soutenu. Elle poursuivra : « Au nom du peuple américain, je remercie Joe Biden pour son leadership extraordinaire en tant que président des États-Unis et pour ses décennies de service à notre pays. Je suis honoré d'avoir l'appui du Président et mon intention est de mériter et de remporter cette nomination ».

PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE
Talai El Houriet soutient la candidature du président Tebboune

Dans un communiqué rendu public, le parti Talaie El Houriet a appelé ses militants à voter pour la candidature du président Abdelmadjid Tebboune, qui brigue un second mandat elections. « N'ayant pas présenté de candidat, et après consultation de la base militante, le parti estime que le candidat Abdelmadjid Tebboune est le plus proche de la vision et des aspirations du parti, visant le renforcement des fondements de l'Etat et au parachèvement des réformes », a indiqué un communiqué du Bureau politique du parti. Il a ajouté que le président Tebboune a consenti des efforts colossaux pour la réalisation de ses objectifs dans une conjoncture peu favorable sur le plan national régional et international.

ENERGIE

Le CIEL participe au 9^e Forum de l'énergie des pays de l'Afrique de l'Ouest

Le Cluster industriel électrique d'Algérie (CIEL) participera au 9^e Forum de l'Autorité de régulation de l'énergie territoriale de l'Afrique de l'Ouest (ARREC), qui se tiendra à Accra (capitale du Ghana), du 24 au 25 juillet, a-t-on appris du Président du Cluster, Bachir Djilani Kobibi. Ce Forum vise à renforcer les rôles de différents acteurs dans le domaine du marché énergétique, notamment les responsables de gouvernement, les opérateurs économiques et les différentes instances du groupe économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et développer le cadre juridique du marché de l'électricité, afin de réaliser l'équilibre entre la sécurité de l'alimentation en énergie électrique et les règles de la libre concurrence au sein du marché territorial, a-t-il dit. "Cette manifestation économique est considérée comme importante pour le Cluster industriel électrique de l'Algérie, en raison des discussions sur les



mécanismes visant à encourager les investissements dans le domaine des infrastructures transfrontalières d'énergie électrique, les mécanismes de sécurisa-

BRAHIM MERAD :

«Plus de 100 000 policiers ont bénéficié d'une promotion»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé que la Police algérienne a su d'adapter aux importantes évolutions et la dynamique de développement que connaît l'Algérie à tous les niveaux. S'exprimant à l'occasion de la célébration du 62^e anniversaire de la création de la Police algérienne, Brahim Merad a révélé que durant la période 2020-2024, quelques 185 projets, dont 151 structures professionnelles et 34 structures socioprofessionnelles, ont été

inscrits pour un coût financier de plus de 23 milliards de dinars algériens. Ce qui a permis d'atteindre un taux de couverture sécuritaire nationale de 80%, grâce, notamment, aux importants efforts déployés durant les quatre dernières années, précise le ministre qui révèle que l'effectif de la DGSN avoisine les 223 000 éléments, dédiés à la préservation de la sécurité des citoyens et de leurs biens. Ces efforts ont, également, permis la création de six nouvelles spécialités sécuritaires en adéquation avec les exigences du terrain et l'évolution

des formes de criminalité, ajoute Brahim Merad. En outre, 45% du global des structures enregistrées ces

deux dernières a été affecté aux dix nouvelles wilayas, créées sur décision du président de la République.

RÉUNION UA, CER ET MÉCANISMES RÉGIONAUX
Allocution du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, dimanche à Accra (Ghana), une allocution aux participants à la 6^e Réunion semestrielle entre l'Union africaine (UA), les Communautés économiques régionales (CER) et les Mécanismes régionaux, lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui.

MEDIA

Signature d'un accord de coopération entre l'APS et l'agence azerbaïdjanaise AZERTAC

L'agence Algérie Presse Service (APS) a signé, lundi à Shusha (Azerbaïdjan), un accord de coopération avec l'Agence gouvernementale d'information azerbaïdjanaise (AZERTAC), portant sur le renforcement de leur coopération bilatérale en matière d'information, l'échange de contenus médiatiques et d'expertise.

L'accord a été signé par le Directeur général de l'APS, M. Samir Gaid, et le président du Conseil d'administration d'AZERTAC, M. Vugar Aliyev, lors d'une cérémonie organisée en marge du 2^e Forum mondial "Shusha media global" qui se déroule à Shusha à l'est de l'Azerbaïdjanais du 20 au 22 juillet.

En vertu de cet accord, les deux agences procéderont à un échange de contenus d'information intéressant les deux pays et s'offrent mutuellement l'accès à leurs contenus informatifs respectifs, s'accordant également le droit d'utiliser les contenus multimedias (photographie, vidéos, infographie).

Le Forum de Shusha auquel prend part le Directeur général de l'APS, aux côtés d'autres directeurs d'agences d'information et responsables de l'information et de la communication des instances officielles d'une cinquantaine de pays, porte notamment sur la lutte contre les fake news et la désinformation dans les open sources.